



C A
S D

 **OBJECTIFS** DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

17 OBJECTIFS POUR TRANSFORMER NOTRE MONDE

COMMON ACTION FOR SUSTAINABLE DEVELOPMENT CÔTE-D'IVOIRE

société - innovation - éthique - responsabilité

Bulletin hebdomadaire d'informations du Common Action for Sustainable Development Côte d'Ivoire traitant de l'actualité nationale et internationale liée aux Objectifs de Développement Durable.

Numéro 004 - Paraît chaque mercredi.

A LA UNE

PUBLICATION DU RAPPORT CONJOINT SUR LE GENRE, LE CLIMAT, LA SÉCURITÉ : LES AGENCES ONU SIENNES APPELLENT À INCLURE LES FEMMES



Le communiqué conjoint produit par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), ONU Femmes, le PNUD et le Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix des Nations Unies (UNDPPA) sur les résultats du nouveau rapport multi-agences, intitulé « Genre, climat et sécurité : Soutenir une paix inclusive en première ligne du changement climatique », indique les liens étroits entre le genre, le climat et la sécurité. En effet, l'étude réalisée par les agences onusiennes démontre du rôle essentiel des femmes, qui sont en première

ligne de l'action pour le climat, dans la prévention des conflits et dans une paix durable et inclusive. Pourtant, selon le rapport, les femmes et les filles sont confrontées à des charges économiques disproportionnées en raison des différents types de marginalisation. Pour Mme Inger Andersen, Directrice exécutive du PNUE, l'inégalité d'accès à la propriété foncière, aux ressources financières et au pouvoir de décision peut créer un stress économique pour des ménages entiers en temps de crise, laissant les femmes exposées de manière disproportionnée aux risques sécuritaires liés au climat. C'est pourquoi, tout comme l'indique le rapport, il est urgent de prendre des mesures tenant compte de la dimension de genre pour faire face à ces crises liées. Les interventions concernant les ressources naturelles, l'environnement et le changement climatique, par exemple, offrent des opportunités importantes pour le leadership politique et économique des femmes et renforcent leur contribution à la paix. La programmation durable des ressources naturelles offre également des possibilités d'atténuer la violence sexuelle et sexiste dans les conflits. Abordant dans la reconstruction post-covid-19, Mme Phumzile Mlambo-Ngcuka, Directrice exécutive d'ONU Femmes, espère voir les économies s'attaquer aux inégalités fondamentales de la société et mettre fin à la violence contre les femmes. Source : [ONU Info](#)

COVID-19 : LA TRANSMISSION ASYMPTOMATIQUE PAS ENCORE ÉTABLIE PAR L'OMS



S'exprimant sur la transmission asymptomatique du nouveau coronavirus, le Directeur général de l'OMS, Dr. Tedros Adhanom Ghebreyesus, a fait savoir lors d'un point de presse virtuel depuis Genève que son organisation avait besoin de plus de recherches pour établir l'étendue de la transmission asymptomatique. Selon lui, un grand nombre d'informations ont été

acquises sur la pandémie toutefois beaucoup reste à apprendre. Par ailleurs, ce que l'OMS sait à ce jour pour mettre un frein à la transmission de Covid19 se résume à : trouver, isoler et tester les personnes qui présentent des symptômes, ainsi que retracer et mettre en quarantaine leurs contacts. Pour rappel, la pandémie a fait au moins 407 159 morts dans le monde depuis son apparition en décembre en Chine, selon un bilan établi par l'OMS le mercredi 10 juin 2020. Plus de 7,12 millions de cas ont été officiellement diagnostiqués dans 196 pays et territoires. L'Europe totalise 185 599 décès pour 2 324 986 cas, la région des Amériques et des Caraïbes 183 950 décès (3 415 174 cas). Et, l'Afrique, continent le moins touché jusque-là, recense 201 157 cas dont 5 486 décès. Source : [ONU Info](#)

APPUI AU SYSTÈME SANITAIRE IVOIRIEN : L'OMS OFFRE UN DISPOSITIF MULTIMÉDIA DE FORMATION À DISTANCE À L'INSTITUT NATIONAL DE SANTÉ PUBLIQUE (INSP) ET À 85 DISTRICTS SANITAIRES

Le vendredi 05 Juin 2020, les autorités ivoiriennes ont reçu de l'OMS un important dispositif multimédia de formation à distance composé d'ordinateurs portables et de bureau (desktop), des coffrets, des onduleurs, des stabilisateurs, des Fly box internet, des caméras avec trépied et microphones, des tables de mixage, des postes téléviseurs, des barres de son, et des serveurs internet. Selon le Représentant de l'OMS en Côte d'Ivoire, Dr Jean-Marie Vianny Yaméogo, ces équipements permettront de doter l'INSP d'une nouvelle plateforme multimédia, et aux districts de santé même les plus reculés, de se connecter en mode audiovisuel interactif pour suivre des cours en ligne et échanger directement avec l'équipe des imminents professeurs basés à Abidjan. A cet effet, le ministre ivoirien de la santé et de l'hygiène publique, Dr Eugène Aka Aouélé, relevant l'importance de ce dispositif de formation à distance dans le contexte actuel de de gestion de la Covid-19, a rappelé que plus de 8 000 agents de santé ont été déjà bénéficié de formation en ligne. Source : [Abidjan.net](#)



VIOLATIONS GRAVES DES DROITS DE L'HOMME EN RDC : PLUSIEURS CIVILS TUÉS, VIOLÉS ET DÉPLACÉS



Le communiqué produit par la Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'Homme, Mme Michelle Bachelet, sur les incidents impliquant des massacres et d'autres exactions et violations en RDC, fait état de l'augmentation des attaques brutales contre des civils innocents par des groupes armés, des forces militaires et de la police. Selon le Bureau conjoint des

Nations Unies aux droits de l'homme en RDC (BCNUDH), au moins 530 civils ont été tués par des groupes armés en Ituri entre le 1er octobre 2019 et le 31 mai 2020, dont 375 depuis le pic des violences en mars. Les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) et la Police nationale congolaise (PNC) auraient également tué 17 civils au cours de la même période. De leur côté, les combattants des ADF ont été responsables de 77 morts civils dans l'Ituri voisin. A la date du 31 mai 2020, le même groupe aurait tué, au Nord-Kivu, au moins 514 civils à l'aide de machettes, de haches et d'armes lourdes, et enlevé des enfants. Au Sud-Kivu, au moins 74 personnes ont été tuées depuis octobre et au moins 36 femmes et enfants violés dans une recrudescence de la violence ethnique entre les communautés Banyamulenge et les Bafuliro, Babembe et Banyindu. Des militaires des FARDC sont également pointés du doigt et responsables « du meurtre d'au moins 15 personnes et des violences sexuelles contre 13 femmes ». Les services de Mme Bachelet soulignant l'implication des forces de défense et de sécurité dans l'exécution extrajudiciaire par les FARDC de 59 civils et la PNC de 24 autres, indiquent que plus de 400 000 personnes ont été déplacées dans le Nord-Kivu. Au Sud-Kivu voisin, plus de 110.000 personnes, pour la plupart des femmes et des enfants, ont été également déplacées par la violence. Outre ces graves abus commis dans certaines zones de conflits dans l'Est de la RDC, des violences et des meurtres ont également eu lieu au Kongo Central et dans la capitale de la RDC, Kinshasa où, entre le 30 mars et le 24 avril, au moins 62 civils ont été tués et 74 blessés lors de sept opérations menées par la PNC et les FARDC contre des militants du groupe politico-religieux Bundu Dia Kongo (BDK). La Cheffe des droits de l'homme de l'ONU invitait Kinshasa à déployer, dans les zones de conflit, des forces de sécurité pour la protection des civils, interpellent sur les crimes contre l'humanité ou les crimes de guerre que pourraient constituer certaines des attaques contre des civils. Source : [ONU Info](#)



C A
S D

COMMON ACTION FOR SUSTAINABLE DEVELOPMENT CÔTE-D'IVOIRE
société - innovation - éthique - responsabilité

NOUS CONTACTER

Bureaux CASD CI : Cocody Riviera Golf & Riviera Anono

28 BP 1763 Abidjan 28
Tel : (+225) 22 43 71 30
Mob : (+225) 08 01 31 39 - (+225) 78 94 12 67
casdci@casdci.org
www.casdci.org